

# Sghair accuse

**Le Premier ministre Sghair Ould M'Barek a présenté jeudi dernier, devant l'Assemblée nationale, son discours programme pour l'année 2005 et a dressé le bilan des activités de son équipe au cours de l'année écoulée. Un bilan largement positif et des perspectives prometteuses pour le citoyen.**

**Ce constat est loin d'être partagé par les élus de l'opposition qui n'ont vu comme réalisations du gouvernement que "les études et promesses non tenues".**

Le Premier ministre a fait plus de deux heures de lecture non stop pour étaler, devant les élus de la République, les actions réalisées par son gouvernement au cours de l'année 2004, et pour mettre l'accent sur les grands axes de sa politique en 2005. La promotion du livre, la bonne gouvernance, la lutte contre la pauvreté "qui demeure la référence fondamentale de l'activité gouvernementale en matière de développement économique et social", la lutte anti-acridienne "qui a permis de traiter près de 700.000 ha, sur les 1.600.000 ha infestés"..., le PRE-

MIER MINISTRE a égrené les grandes réalisations de son gouvernement qui ont permis, dira-t-il, de relever le niveau de vie des citoyens. C'est dans cette perspective que s'inscrivent également, poursuit le premier ministre, les multiples augmentations de salaires des fonctionnaires décidées par le président de la République et dont la plus récente est celle de 8000 UM non imposables, intervenue au mois de novembre dernier. Dans le cadre des réalisations en vue, Sghair a évoqué la gestion et la protection de la ressource halieutique, la promotion des industries de transformation, la préservation de l'environnement marin et la sécurité maritime. Il a aussi mis l'accent sur la stratégie adoptée par son gouvernement en vue de "la promotion des investissements dans le secteur des mines pour la prospection et l'exploitation des importantes richesses minières de notre pays". Le Premier ministre a parlé ensuite "des recherches en cours qui ont confirmé l'existence de réserves significatives d'hydrocarbures en off shore commercialement exploitables". Pour le champ de Chinguetti, l'exploitation effective est prévue, a-t-il précisé, "en décembre 2005 avec une production initiale de 75.000 barils par jour".

Ces performances sont rendues possibles, selon le Premier ministre, grâce au "climat de sécurité et de stabilité dont jouit notre pays". C'est, dit-il, l'une des raisons qui font

# Sghair accuse

Suite de la Une

que notre pays est aujourd'hui "une destination touristique privilégiée".

### L'opposition s'interroge

Si les députés du parti -Etat ont emboîté le pas au Premier ministre dans son excès d'autosatisfaction et lui ont signifié tout leur soutien, tel n'a pas été le cas avec les élus de l'opposition. Pour eux, ce bilan, tout comme les perspectives annoncées, relèvent du domaine de "l'imaginaire", tout au moins, constatent ces élus, "ces performances n'ont pas eu d'incidences significatives sur le niveau de vie des populations". Le Premier ministre est alors interpellé sur la gestion des biens de l'Etat qui "n'est pas transparente", sur la question des droits de l'Homme, des réfugiés, de l'éducation en "déliquescence" et sur la couverture sanitaire peu enviable. Les élus de l'opposition évoquent aussi ces coups d'Etat permanents et cet extérieur, que "le pouvoir s'évertue à pointer du doigt chaque fois qu'il est en mauvaise posture" (cf. les questions posées par l'un des députés de l'UFP). Ils rappellent dans la foulée que les chars ayant inquiété le pouvoir en 2003 sont sortis de nos casernes. L'ambiance était explosive et le Premier ministre, qui voit dans les questions des députés "une dose d'ironie et de suspicion", ne peut retenir sa colère. Les investisse-

ments obtenus par le pays seront, dit-il, "dépensés suivant la politique économique définie par le président de la République. Une politique qui a permis les grandes réalisations que je viens d'énumérer". Et le Premier ministre d'ajouter que contrairement à certains pays qui ont connu des retards dans le paiement des salaires des fonctionnaires, "(notre) pays est sur ce plan irréprochable". Pour ce qui est de la question des réfugiés, le Premier ministre dit qu'il n'y a, à sa connaissance, "aucun réfugié hors du territoire national". Et il conseille d'éviter les insinuations et allégations non fondées, "tendant à la dramatisation et à la sur-enchère". Une autre question demandant l'application effective du principe de la séparation des pouvoirs, pour éviter "l'inféodation de la justice à l'exécutif" a ajouté à l'ire du Premier ministre. Celui-ci n'ayant pas visiblement saisi le sens de la question, a répondu que "notre justice est indépendante et nos juges compétents et respectables", avant d'ajouter sur un ton de défi: "donnez moi un seul exemple d'un pays qui a supprimé son parquet". Les choses se gâtent alors et la salle est incontrôlable. Le Premier ministre qualifie les députés de l'opposition de "putschistes" et s'adresse à eux en ces termes: "où étiez-vous les 8 et 9 juin 2003". Et les députés de lui renvoyer machinalement la même question, avant de lui demander de retirer ses

propos. Le Premier ministre se refuse et jure qu'il ne retirera jamais ses propos et qu'il ne parle pas en tant que "Premier ministre, mais en tant que Sghair Ould M'bareck". Du haut de son perchoir, le président de l'assemblée assiste impuissant et médusé à cette scène. "Il aurait dû renvoyer le Premier ministre dès lors que celui-ci se permet de se départir devant l'assemblée de son statut de Premier ministre", suggère un député de l'opposition. C'est la première fois que le premier ministre se prête à ce jeu depuis deux ans qu'il est au gouvernement. Un jeu qui ne lui a pas complètement réussi, comme il n'avait pas réussi à son prédécesseur, quelque temps avant sa disgrâce. Les mêmes causes conduisant souvent aux mêmes effets, le Premier ministre a de quoi s'inquiéter, estiment ses détracteurs. Certains observateurs avertis de la scène politique nationale estiment que la scène qui s'est produite au parlement le jour du passage de Sghair risque de lui donner, lui et son gouvernement, un sursis supplémentaire. Cela est d'autant plus probable que le président Ould Taya veut toujours donner l'impression de ne pas agir sous la contrainte. Envisagé sous cet angle, le Premier ministre aurait donc bien agi l'autre jour en provoquant l'incident à l'assemblée nationale.

# "Vous êtes tous des putschistes"

**C**e n'est pas la lecture de la Déclaration de politique générale du Premier ministre qui aura retenu l'attention des Parlementaires et autres observateurs de la scène politique jeudi dernier... Ce qui aura frappé les personnes présentes aux débats, ce fut surtout la vive réaction du patron de la Primature aux interventions des députés de l'opposition : "vous êtes des putschistes, vous avez encouragé ceux qui ont essayé de renverser l'ordre constitutionnel... à ce jour, jamais vous n'avez manifesté pour exprimer une quelconque condamnation aux coups de force que le pays a vécus ces derniers mois... Mais rassurez-vous, jamais un coup d'État ne réussira Incha'Allah".

Au préalable, plusieurs députés avaient pris la parole pour soulever certaines questions qui les tenaient à coeur. En l'absence de Messaoud Ould Boulkheïr (député de l'APP) et de Mohamed Mahmoud Ould Lematt (Député RFD), Sarr Ibrahima (député APP) intervint pour rappeler les sévices des Mauritaniens déportés au Sénégal depuis 1989. Pour le député, ces Mauritaniens doivent bénéficier des égards qui leur sont dus : rapatriement, indemnisation, octroi de documents d'état civil... Sur le même registre, la question des veuves sera évoquée, particulièrement la nécessité de mener une enquête pour situer les responsabilités des événements des années de plomb (1990-91) où des militaires Négro-Africains furent exécutés extrajudiciairement. Prenant la parole à son tour, Mohamed El Moustapha Ould Bedredine (l'UFP) s'appesantira sur la question de la mainmise de la FNT sur le transport, la cherté de la vie et l'anarchie sur les prix de vente des produits de consommation. Le député du Front Populaire, Cheikh Ould M'Hamed, abordera quant à lui la question des libertés individuelles et celle du rôle de la police dans un État qui se veut démocratique. Tous les intervenants s'appesantiront sur la question du putsch, souhaitant chacun un meilleur traitement des prévenus et un jugement équitable pour l'ensemble des détenus. Au passage, les intervenants dénonceront l'accusation portée contre leurs camarades Ahmed Ould Daddah, Khouna Ould Haïdalla et Cheikh Ould Horma.

A propos de la question des réfugiés mauritaniens, le Premier ministre dira que ce problème n'est plus d'actualité. "Il relève du passé comme les événements avec le peuple du Sénégal... Il faut savoir oublier... Il faut aujourd'hui oeuvrer à la réconciliation entre toutes les composantes du peuple et plutôt réfléchir aux meilleurs remèdes de développement du pays".

Concernant la FNT, le Premier ministre soutiendra en substance que cette structure est une organisation démocratique qui a été mise en place de manière démocratique et qui agit dans un marché libéral.

Manifestement, le Premier ministre attendait les députés de l'opposition sur le terrain du putsch. En stratèges, ses partisans avaient envahi l'espace réservé aux observateurs. A chacune de ses interventions, une salve d'applaudissements retentissait. Et Sghair Ould M'Bareck ne se faisait pas prier pour frapper sur la table, confondant patriotisme et militantisme.